ISSN 0024-7650

M 6189 - 1149 - 8,00 F

la montée de l'intégrisme en Algérie : C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE QUI EST VISÉE

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 149 - 22 juin 1990 - prix : 8 F

GAMMA

SOMMET FRANCO-AFRICAIN

LES FASTES POUR LES TYRANS, LA DETTE POUR LES PEUPLES

AFP

Sommet franco-africain

LES FASTES POUR LES TYRANS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Mitterrand, paraît-il, ne songerait qu'à développer l'Afrique, à la sortir de la misère dans laquelle elle s'enfonce et des dictatures qui oppriment ses populations.

En attendant, comme chaque année, le chef de l'Etat français réunit les chefs d'Etat africains, cette fois-ci à La Baule.

Cela coûtera pour deux jours la bagatelle de 70 millions de francs. Que ne ferait-on pas, à défaut d'aider les populations africaines, pour flatter Hassan II, Bongo, Biya, Diouf et bien d'autres (33 pays sont représentés). Malgré les fastes, il manque à l'appel Houphouët Boigny resté en Côte-d'Ivoire, et Mobutu resté au Zaïre, dont les goûts pour les belles réceptions ne sont ignorés de personne, coincés qu'ils sont tous les deux par la peur que les récentes manifestations et la répression à laquelle ils se sont livrés ne rendent leur absence fatale.

Ce sommet est le seizième du genre. Cette année, il se déroule sur fond d'émeutes populaires et de grèves qui, du Zaïre au Sénégal, du Gabon au Cameroun, de la Côte-d'Ivoire au Bénin ou au Niger, secouent les régimes en place.

C'est qu'aujourd'hui, les peuples africains n'en peuvent plus de misère, au moment où pour payer les dettes (faites par les gouvernements en dépenses de prestige et les gros possédants, mais pas par eux), on veut leur imposer des plans d'austérité toujours plus draconiens, augmenter les impôts, baisser les salaires, augmenter les prix de première nécessité, etc.

L'Afrique ne manque pas de richesses, mais celles-ci sont systématiquement pillées par l'impérialisme – en particulier français – qui a pratiquement imposé les productions de ces pays uniquement en fonction de l'exportation, que ce soit le pétrole, les richesses minières, le coton, le cacao, le café ou l'arachide. Avec la crise, le prix de ces produits s'est effondré ces dernières années. L'échange inégal avec les pays impérialistes s'est encore aggravé, comme la dette auprès des créanciers occidentaux.

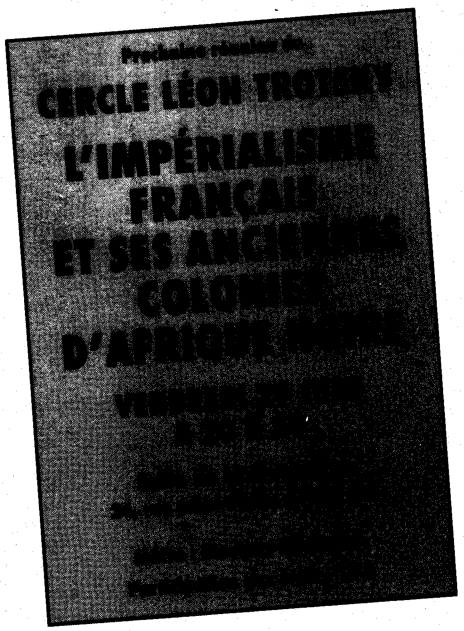
La France impérialiste est le principal usurier de l'Afrique. Elle détient 75 % de la dette des pays africains francophones. Pour ce qui est du pillage des richesses naturelles ou des cultures industrielles, elle est aussi très bien placée, car ce sont de grosses sociétés françaises qui contrôlent et exploitent la plupart des produits de base exportés. Même si les investissements se font de plus en plus faibles aujourd'hui en Afrique, les capitalistes n'abandonnent pas pour autant le contrôle qu'ils détiennent sur les richesses africaines. On l'a vu encore récemment avec Elf Aquitaine au Gabon.

Il y a trente ans, l'impérialisme français a mis en place des gouvernements dits indépendants. En fait il a toujours contrôlé ces dictatures de bien des manières : par les liens officiels ; par ses services secrets dirigés de l'Elysée ; par la présence de ses fonctionnaires à des postes de contrôle dans les principales administrations d'Etat ; par la présence de ses troupes sur le continent (actuellement environ sept mille hommes en permanence).

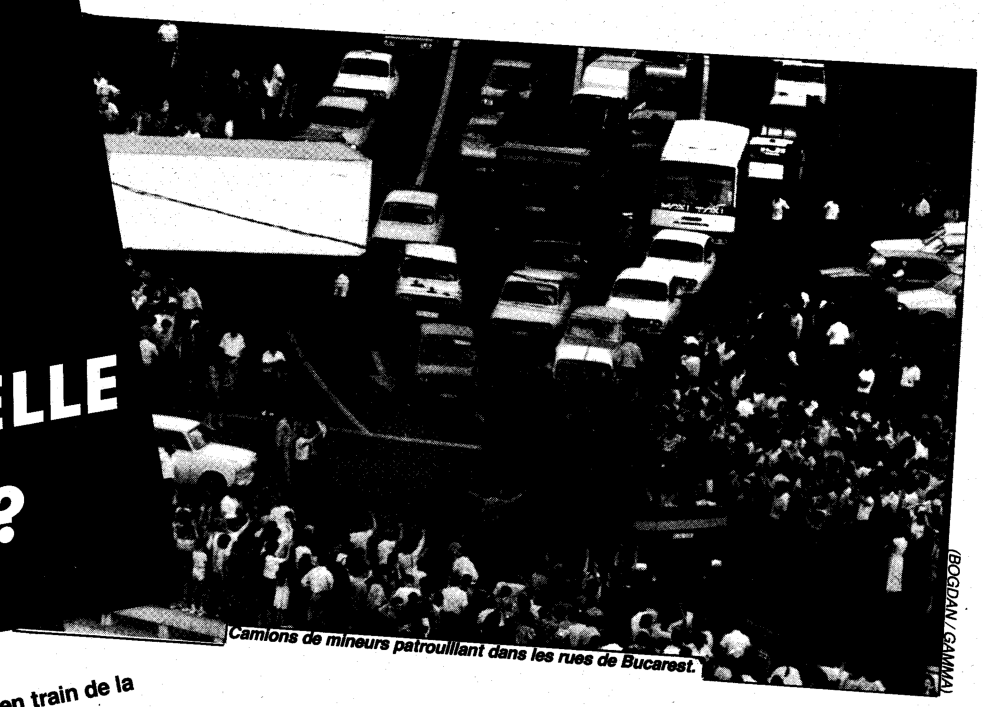
A ses chiens de garde, aux coteries dirigeantes de ces Etats, l'impérialisme français laissait la possibilité de se servir au passage et de puiser eux aussi dans les richesses tirées de l'exploitation des populations africaines. Ces régimes, la France les a entretenus, soutenus – y compris par des interventions militaires – que ce soit à l'époque de De Gaulle, de Giscard ou de Mitterrand. C'est pourquoi, quand Mitterrand déclare lors de sa visite à l'île Maurice : "Il ne peut y avoir de démocratie sans développement, et inversement de développement sans démocratie", cela sonne de façon particulièrement hypocrite.

Car les chefs d'Etat africains, tout corrompus, pilleurs et assassins qu'ils puissent être, ne "travaillent" pas que pour leur compte. Si l'impérialisme français les soutient, ce n'est pas pour rien. Et quand cette mafia se réunit à La Baule, c'est avec son chef de bande.

LA DETTE POUR LES PEUPLES



UN ÉPISODE MINEUR, AVANT UNE NOUVELLE DICTATURE ?



Camions de mineurs patrouillant dans les rues de Bucarest. (BOGDAN / GAMMA)

Le recours à quelques milliers de mineurs, venus en train de la province et appelés pour rétablir l'ordre dans la capitale, débarrassera-t-il durablement le régime de Ion Iliescu des manifestants encombrants, sinon nombreux, qui contestaient depuis près de deux mois son pouvoir en occupant la place de l'Université à Bucarest ? Ce n'est pas encore dit puisque, dimanche 17 juin, quelques centaines de ces contestataires que le pouvoir a qualifiés de «golans» (voyous) ont de nouveau pris position sur la place, avec bientôt l'appui de quelques milliers de curieux et surtout une certaine bienveillance des détachements de l'armée et de la police présents, qui ont assez vite quitté les lieux.

L'épreuve de force n'est donc sans doute pas terminée, même si elle a connu un développement spectaculaire, entre le 13 et le 15 juin, avec la mobilisation des mineurs par le gouvernement d'Iliescu. D'autant plus que la véritable épreuve de force ne se mène peut-être pas tant sur la place de l'Université que dans les coulisses du pouvoir.

Entre le gouvernement et au moins certaines fractions de l'armée, de la police, de l'appareil d'Etat, des failles existent et ont tendance à apparaître au grand jour, comme en témoigne semble-t-il l'attitude de ces détachements de l'armée et de la police qui ont laissé les manifestants réoccuper la place de l'Université. D'ailleurs, l'appel aux mineurs lui-même paraît prouver qu'Iliescu, quand il s'agit d'imposer son autorité, préfère compter sur d'autres forces que celles de la police ou de l'armée, voire que celles-ci, après avoir été engagées les 13 et 14 juin dans des combats contre les manifestants et y avoir fait d'ailleurs la plupart des morts, ont cherché ensuite à tirer leur épingle du jeu, un peu comme elles l'ont fait en décembre vis-à-vis de Ceausescu lui-même.

UN APPAREIL TOUJOURS EFFICACE

De ce point de vue, Iliescu ne semble pas manquer de ressources. De toute évidence, une grande partie de l'appareil du parti dit «communiste» de Ceausescu est toujours là. Cet appareil, qui comptait au temps du «Danube de la pensée» pas moins de trois millions et demi de membres et servait entre autres à mobiliser quand il le fallait une assistance nombreuse pour venir applaudir «spontanément» ses meetings, est resté en grande partie en place et se montre apte à remplir, aujourd'hui, le même rôle vis-à-vis de Ion Iliescu. Et la preuve est faite que, lorsque la police et l'armée se montrent insuffisantes pour faire face à quelques milliers de manifestants, dix mille ou quinze mille mineurs venus en trains et autocars depuis la province et appelés à ne pas faire de quartier parmi les «golans» peuvent être plus efficaces.

Qui sont ces «gueules noires» venues ainsi à la rescousse du pouvoir et dont la presse a décrit dans des termes horrifiés la *«haine»*, *«les yeux exorbités par la fatigue et l'excitation»*, voire *«l'attitude bestiale»*? Leur encadrement était peut-être fourni par ces cadres, ces ingénieurs, ces contremaîtres qui formaient l'ossature du parti soi-disant communiste de Ceausescu et qui forment aujourd'hui celle du «Front de Salut National» d'Iliescu. Il est évident en tout cas que l'opération n'a pu se réaliser qu'avec l'aval du pouvoir et à son initiative. Sinon, les mineurs n'auraient pu disposer des moyens matériels mis à leur service pour se rendre à Bucarest.

Mais il n'est pas impossible qu'une fraction des mineurs ait répondu à l'appel d'Iliescu par solidarité avec celui-ci. Car il est probable que le gouvernement d'Iliescu, ou du moins Iliescu lui-même, dispose d'un consensus de la population, plus particulièrement au sein de la classe ouvrière et des couches les plus pauvres. Les récents résultats électoraux et le succès à 86 % du Front de Salut National en sont l'illustration.

ILIESCU, PAS ENCORE IMPOPULAIRE?

Après la chute de Ceausescu, dont Iliescu apparaît comme l'artisan, le nouveau pouvoir a fait ce qu'il fallait pour se concilier une partie de la population en augmentant les salaires et en permettant le réapprovisionnement des magasins en un certain nombre de produits qui en avaient disparu depuis des années. Tant et si bien que, pour l'instant, le changement de régime se traduit sans doute, pour une partie de la population et notamment pour une fraction au moins de la classe ouvrière, par une amélioration de sa situation matérielle ; amélioration qui n'était sans doute pas trop difficile à assurer pour le pouvoir, après les années de privation que vient de connaître la Roumanie.

Le pouvoir dispose donc sans doute d'un préjugé favorable, qui peut expliquer la disponibilité d'une fraction des mineurs à répondre à son appel. A quoi il faut ajouter que, si l'opposition à Iliescu est en partie le fait des étudiants et d'une fraction de la jeunesse, elle est utilisée et paraît dirigée par des partis venus en droite ligne de la dictature (celle d'avant Ceausescu), qui ne peuvent guère attirer la sympathie des couches populaires. C'est ce qui fournit sans doute à l'appareil un excellent prétexte pour en appeler aux travailleurs, et il ne manque pas de s'en servir.

VERS UNE NOUVELLE DICTATURE?

Cette utilisation d'une partie de la population, voire des travailleurs des usines, pour aller faire le coup de poing au service du régime, semble en passe de devenir une méthode de gouvernement en Roumanie. La mobilisation des mineurs, si elle a été la plus spectaculaire et en tout cas la plus vue par la presse occidentale parce qu'elle s'est déroulée à Bucarest, n'est peut-être pas la principale. Apprise à l'école du stalinisme, c'est la méthode qui semble prévaloir depuis quelques mois pour fomenter quotidiennement des expéditions musclées ou même de véritables pogroms contre les minorités nationales – hongroise ou tzigane par exemple.

Alors, bien sûr, les manifestants de la place de l'Université de Bucarest n'ont guère de quoi attirer la sympathie des travailleurs. Mais le régime d'Iliescu pas plus. De toute façon ce sont les éléments d'une dictature qui semblent se remettre en place en Roumanie. Le pays est trop pauvre, les relations sociales trop tendues pour que le régime puisse se donner durablement une façade démocratique. Tout au plus peut-il, pour un temps, paraître apporter une amélioration en comparaison du régime féroce qui l'a précédé, aussi longtemps du moins que le gouvernement aura besoin de se trouver un appui pour régler des conflits au sommet ou pour imposer son autorité à des fractions de l'appareil d'Etat qui lui échappent.

Mais quelle que soit la façon dont ces conflits se règleront – au profit d'Iliescu ou au profit d'autres –, la poigne de la dictature risque rapidement de se refermer, non seulement sur les quelques centaines ou milliers de contestataires de Bucarest, mais sur toute la population, y compris cette fraction qui aujourd'hui est prête à soutenir Iliescu. Et le problème se posera de toute façon, pour les mineurs comme pour l'ensemble de la classe ouvrière, de se battre pour leurs propres intérêts, plutôt que de sortir les marrons du feu pour une fraction ou pour l'autre de ces candidats à la succession du tristement fameux «Génie des Carpates».

André FRYS

Villeurbanne

PREMIER TOUR, DEUXIEME TOUR ET TOURS DE C...

L'essentiel des conclusions de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne ressortait du premier tour de scrutin, à savoir la très forte abstention (75 %), la mobilisation relative de l'électorat d'extrême-droite (27 % soit plus 10 % par rapport à la précédente), et l'effondrement de la droite traditionnelle perdant 12 %, ainsi que la possibilité de se présenter au second tour.

Mais c'est sans grande surprise que le Parti Socialiste l'a emporté au second tour avec 63,29 % contre 36,71 % au Front National, avec une abstention de 61 %. Il n'en fallait pas plus pour que le maire socialiste de Villeurbanne pavoise en déclarant *"Nous avons effacé le syndrome de Dreux"*. Dreux où rappelons-le, la droite traditionnelle alliée au Front National avait emporté la mairie, jusque-là socialiste, il y a quelques années, au début de l'ascension électorale du courant lepéniste.

Pour la droite éliminée au premier tour à Villeurbanne, la dernière élection a impliqué le choix d'une attitude pour le second tour, par rapport au duel entre Parti Socialiste et Front National. C'est là que l'élection cantonale de Villeurbanne, paradoxalement, a fait le plus de bruit dans les médias, car elle a pris l'allure d'un nouveau pavé dans la mare dans le monde des politiciens.

Au RPR et à l'UDF, les uns ont prôné l'abstention, d'autres le vote "Front Républicain" pour la candidate socialiste, et d'autres encore le vote "Front National" contre le pouvoir socialiste. Chacun se définissant opportunément en fonction de sa base électorale locale. C'est ainsi que le RPR Carignon, ex-ministre de Chirac sous Mitterrand, maire de Grenoble élu grâce à l'aide d'Haroun Tazieff, le vulcanologue ex-ministre de Mauroy et de Mitterrand, s'est prononcé pour le vote socialiste au second tour, et en conséquence s'est fait suspendre de son parti. C'est ainsi que Michel Noir, maire de Lyon et aussi ex-ministre de Chirac sous Mitterrand, a prôné l'abstention tout en critiquant l'exclusion de son collègue de Grenoble, profitant de la circonstance pour rappeler que Pasqua avait appelé à voter Mitterrand contre Giscard en 1981, sans se faire exclure pour autant.

Bref, on règle ses comptes à droite, et avec Villeurbanne, ça aide. Mais ce qui est évident d'une élection à l'autre, c'est que la droite traditionnelle souffre de la montée électorale du Front National. Elle voit ses chances de regagner Matignon ou l'Elysée s'éloigner, et cela accentue les divisions de tous ces "jeunes loups" ou de tous ces "vieux renards" en mal de pouvoir. Elle est de plus en plus partagée entre son envie de coller à l'extrême-droite et son besoin de s'en démarquer, et elle ne sait plus à quel saint se vouer pour limiter la casse électorale.

Quant aux politiciens socialistes qui se réjouissent du résultat de Villeurbanne et veulent y voir un succès contre le Front National, il leur en faut vraiment peu. Ils montrent que leur préoccupation essentielle, loin d'être la volonté de faire réellement reculer le Front National, reste la conservation de leur misérable siège, ce qui suffit à leur bonheur. C'est cette gauche qui porte déjà l'essentiel de la responsabilité de la montée de Le Pen, elle qui au pouvoir a continué à faire la politique de la droite en cette période de crise, contribuant à démoraliser son propre électorat et à le pousser sinon vers l'extrême-droite, du moins vers l'abstention. Mais ces dégâts ne lui suffisent pas. Il lui faut encore tenter d'endormir le "bon peuple", en lui faisant croire qu'on peut faire reculer maintenant l'extrême-droite avec des seuls bulletins de vote socialiste.

L. G.

Vierzon

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Aux élections municipales de Vierzon, la liste présentée par Lutte Ouvrière a obtenu au premier tour 2,12 % des voix. Elle avait obtenu 2,99 % en 1989.

La liste associant un ex-socialiste et un patron local a frisé l'élection au premier tour avec 49,9 % des voix, la liste du PCF obtient 36,5 %, les écologistes 4,94 % et le Front National 6,5 %.

Dans un contexte où les électeurs du PCF se sont mobilisés derrière «leur municipalité» et où la droite a mobilisé pour «chasser les communistes», les abstentions ont été peu nombreuses (33 %) et les deux listes les plus importantes ont fait le plein des voix.

Il s'est trouvé une fraction de travailleurs, qui, en votant pour Lutte Ouvrière, a tenu à manifester à nouveau son opposition à la politique anti-ouvrière du gouvernement et dire non aux combines politiques.

Pour le deuxième tour, la liste Lutte Ouvrière *«estime que les deux listes restant en lice se réclamant de la majorité présidentielle, le choix laissé aux électeurs est un faux choix qui ne concerne pas les intérêts des travailleurs»*.

Belin (Château-Thierry)

LA COUPE ÉTAIT PLEINE

Vendredi 15 juin, la direction de Belin, ses cadres et leurs amis n'ont pas pu sabler tranquillement le champagne. Tout ce beau monde pensait arroser tranquillement la mise en place du plan de restructuration avec ses 256 suppressions d'emplois. Mais la réception n'a pas eu lieu. Pour cause de grève...

Il faut dire qu'à Belin (environ 700 personnes en trois unités dont deux unités de production), depuis plusieurs mois, le climat est périodiquement tendu. Tout a commencé avec l'annonce du plan social, anti-social à souhait puisqu'il prévoyait que, si 150 de ces suppressions d'emplois étaient des départs en FNE (à condition que les autorités compétentes accordent les FNE à 55 ans), il restait le cas des 106 autres travailleurs. Or pour ceux-là la direction parlait de reclassement ou de mise en contrats intermittents sans jamais s'expliquer vraiment, et pour cause !

Manifestation à la mi-mars. Une grève de deux jours, les 21 et 22 mai, où la direction s'était contentée de donner l'assurance que les premiers à partir seraient les FNE et de payer les jours de grève. Toujours est-il que le sentiment qu'il fallait se préparer à remettre cela était partagé par une minorité de travailleuses et de travailleurs combatifs.

Les syndicats CGT et FO réclamaient entre autres 30 000 F par année d'ancienneté pour les licenciés, et pour ceux qui restaient le passage du coefficient 125 au coefficient 135. On sait à Belin que BSN fait des bénéfices comme jamais, alors le plan Belin ne passe pas !

Lundi 11 juin la direction s'était faite toute douce. Elle avait réuni le personnel service par service le lundi 11 juin pour annoncer qu'elle serait «humaine» et reclasserait tout le monde, et quand elle fit connaître le lendemain les noms de ceux dont elle se débarrassait, dans un premier temps ce fut la consternation et la rage rentrée. 83 personnes environ (avec bien souvent 15, 20 ou 30 ans de maison) furent avisées que si elles ne se contentaient pas d'un reclassement à Belin Evry ou Toulouse, ou encore d'un contrat intermittent avec une perte de salaire de 2 000 à 3 000 F par mois, ou encore d'un emploi - moins payé à tous les coups - que l'Antenne-emploi leur proposerait, ce serait la porte.

Des travailleurs dans les pires difficultés familiales étaient sur la liste. L'injustice était trop grande. Et beaucoup pensaient que personne n'était à l'abri car d'autres licenciements suivraient.

Vendredi 15 juin les syndicats CGT et FO appelaient à la grève. Avorté le matin dans la confusion et les contre-ordres, le mouvement reprit l'après-midi et près d'un quart du personnel se retrouva dans la cour. On ne voulait pas laisser la direction faire sa fête. Et en matière de fête ce fut plutôt celle des deux directeurs qui vinrent deux heures plus tard sermonner les grévistes qui attendaient l'équipe de nuit. Les «big boss» avaient revêtu blouse blanche et calot blanc, mode Belin, pour faire peuple. Mais ils furent vertement alpagués et les quolibets fusèrent. L'équipe de nuit fit grève en grande partie et l'équipe du week-end (elle fait 2 fois douze heures) décida le samedi matin 4 heures de débrayages.

Lundi les partisans de la poursuite du mouvement continuèrent jusqu'à l'arrivée de l'équipe d'après-midi pour mesurer leurs forces et se jugèrent encore trop minoritaires pour avoir des chances d'aboutir. Ce n'est que partie remise.

La loi sur le surendettement

UN EMPLÂTRE SUR UNE JAMBE DE BOIS

Ils ne sont pas aimables, les banquiers. Ils ne sont pas accommodants, les établissements de crédit ! Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la Consommation, auteur d'une loi destinée à remédier aux insurmontables problèmes créés dans certains foyers par le surendettement, dresse aujourd'hui un premier bilan de son action.

Laissons parler les chiffres : sur 40 993 dossiers déposés, la moitié ont été déclarés recevables, 2 750 peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. 1 600 ont été renvoyés devant un juge d'instance. Le reste s'accumule et attend son tour.

Par contre, la statistique reste muette sur la proportion de dossiers déposés par rapport à la réalité des cas de surendettement. Il suffit d'habiter un HLM de banlieue pour voir la ronde des huissiers.

Dans cette société où la spéculation est reine, où l'on «s'enrichit en dormant» comme dirait Mitterrand, où le Premier ministre feint de s'inquiéter de la permanence des bas salaires et où les socialistes, Mitterrand, Rocard, Mauroy en tête, redécouvrent qu'il y a des inégalités sociales et que c'est insupportable, la dame patronesse dépêchée par le gouvernement découvre que les organismes financiers sont durs avec les petits et qu'on ne peut pas aussi facilement désengorger les services de justice en faisant appel à l'esprit de conciliation des banquiers.

Le surendettement de certains foyers est le symbole même de cette société où le fric est roi, alors que la logique de l'exploitation capitaliste et de la crise pèse chaque jour davantage sur les salariés. Le surendetté type n'est pas, dit la statistique, le smicard, qui, lui, n'a pas le loisir d'entretenir rêves et projets, mais le salarié de 45-50 ans, fonctionnaire, gagnant entre 8 000 et 10 000 F par mois, avec une famille, des ambitions et des sollicitations quotidiennes pour ménager un avenir qui doit plus à la publicité qu'à la réalité.

Il n'y avait pas besoin de loi, ni d'enquête, ni de statistique pour savoir cela. Pour emprunter, il faut avoir du répondant, c'est-à-dire un salaire pas trop minable, sinon aucun organisme financier ne veut prêter. Et pour s'en sortir dans la ronde des emprunts, il faut une situation qui évolue dans le bon sens, ce qui n'est pas le cas de la majorité des endettés.

Le fric, les bénéfices, les surprofits que font tous les établissements financiers, assurances, crédit et autres, viennent certes de jongleries financières, mais aussi de ces placements semi-usuraires qui tentent puis étranglent les petits emprunteurs.

La loi n'y peut rien. C'est dans la logique du système. Et les bonnes âmes - c'est encore à prouver - qui veulent atténuer les abus les plus criants du système ressemblent à ces médecins qui appliquent sans vergogne des emplâtres sur des jambes de bois.

Le roi-crédit n'est pas mort, il s'engraisse de la naïveté et des illusions de tous les malheureux qui se sont crus riches, sans l'avoir jamais été, et qui en crèvent...

Colette BERNARD

Parti Socialiste

«UNE NOUVELLE ÉTAPE SOCIALE»?

TOUJOURS PLUS POUR LES RICHES !

Rocard : «Cachez ces pauvres que je ne saurais voir...»

Dimanche 17 juin, c'était la «Rencontre socialiste pour une nouvelle étape sociale», une journée consacrée par le Parti Socialiste à discourir sur les inégalités sociales, histoire de tenter de remonter un peu sa cote électorale. Et ce parti gouvernemental, qui, comme la droite, á tout fait dans cette période de crise pour que les possédants s'en tirent au mieux en faisant payer les travailleurs, ne s'est pas gêné pour faire étalage de son souci de réduire les inégalités, prenant vraiment les électeurs pour des gogos.

Mauroy en a profité pour déclarer dans une interview au *Monde* que cela faisait un an qu'il préconisait *«une nouvelle étape sociale»* dans la politique gouvernementale. Le ministre du blocage des salaires fait mine aujourd'hui de prendre la défense des intérêts de ce qu'il appelle la classe moyenne comprise, selon lui, entre les 5 % les plus pauvres - les victimes de la crise - et les 5 % les plus riches - ceux qui en ont profité -, bref des intérêts de 90 % de la population, ni plus ni moins ! La classe «moyenne» ! Une façon démagogique de tenter de faire oublier que les «victimes» de la crise, ce ne sont pas seulement les nouveaux pauvres ou les chômeurs de longue durée, mais toute la population laborieuse qui a dû vivre avec des salaires bloqués.

Il est vrai qu'aujourd'hui Mauroy, en tant que secrétaire du PS, a pour préoccupation d'aider son parti à ratisser large dans l'électorat, et que ce genre de discours lui coûte d'autant moins que ce n'est pas lui qui gouverne.

Michel Rocard, lui, laisse dire et se garde bien de toute démagogie qui pourrait ébranler la confiance des riches. Il ne se gêne pas pour mettre en garde ses amis de parti qui contribueraient à «amplifier» le malaise dû à «un sentiment d'accroissement des inégalités» ! A croire qu'il n'y a pas d'aggravation réelle et que les travailleurs ont des visions !

En tout cas Rocard n'est pas pressé de remédier aux inégalités et il l'a dit. Des fois qu'en «brusquant la gestation», il fasse *«avorter le processus»*, dit-il ! Il n'y a qu'à demander encore et toujours de la patience... aux travailleurs. Rocard demande d'attendre l'heure du bilan pour juger son action, la fin de la législature, dans trois ans, en 1993 ! Trois ans pour voir si quelque chose a bougé pour les bas salaires et si les chiffres du chômage sont toujours aussi catastrophiques.

En attendant, que fera Rocard ? Il conseillera aux patrons de discuter avec les syndicats, il leur fera de nouveaux cadeaux sous la forme d'un nouveau «plan emploi» et il abaissera les charges des entreprises. Et pas plus tard qu'au prochain Conseil des ministres il va proposer une nouvelle contribution, au profit de la Sécurité sociale, qui sous prétexte de peser sur tous va peser encore un peu plus sur les salariés, les chômeurs et les retraités.

Et Rocard voudrait que les travailleurs attendent patiemment de continuer à se faire encore plumer ?

Dominique CHABLIS

A Billancourt

LA DIRECTION SE PRÉPARE À LICENCIER

Cela fait plusieurs mois que la direction de la Régie ne cesse de répéter à la radio, à la télé, dans sa presse que Renault va mal, qu'il faut améliorer la productivité, que les belles années sont finies et qu'à cause de tout cela il faudra diminuer les effectifs. En fait la baisse des effectifs a déjà bel et bien commencé puisqu'au 1er janvier 1977, la Régie comprenait 110 406 personnes ; au 1er janvier 1990, elle n'en comprenait plus que 70 159. Et elle entend bien continuer sur cette voie puisque Billancourt doit fermer dans le courant de l'année 1992 ce qui entraînera la cessation de l'activité pour 4 000 ouvriers.

Si la direction n'a pas procédé à des licenciements massifs depuis quelques années, la mobilité dont elle parle tant aujourd'hui est un mot derrière lequel se profilent de futurs licenciements. Et dans cette perspective, ces derniers temps, elle durcit le ton et les actes. En effet il circule dans les instances dirigeantes de la Régie des notes faisant état avec insistance et détails du tournant, du nouvel état d'esprit que doit épouser le personnel. Dans l'une d'elle, on peut y lire : *"Chacun d'entre nous qui doit se sentir responsable dans le moindre de ses actes de l'amélioration de nos résultats (...)". "Le maintien de personnels insuffisamment motivés ou insuffisamment attachés à l'entreprise ne soit plus toléré (...)". "Il ne s'agit pas de contester le droit à l'erreur, mais bien de contester le droit au renouvellement de l'erreur, le droit à la faiblesse, à la négligence, au laxisme, en un mot à l'absence de rigueur"*. Et cet état d'esprit se fait de plus en plus sentir dans l'usine, dans les ateliers comme dans les bureaux.

Au mois de mai, la direction licenciait brutalement trois ouvriers du département 57 à Billancourt dans le but évident de faire un exemple. Dans les bureaux parmi les techniciens et les employés, un certain nombre se retrouvent mis sur la touche à l'occasion de la réorganisation de secteurs. Ailleurs les pressions de la hiérarchie ne manquent pas pour inciter des employés à prolonger leur journée de travail en leur donnant en dernière minute un travail à faire. Ou encore un exemple : une employée secrétaire de direction risque un avertissement pour avoir osé se rendre à une invitation de visite dans le cadre du déménagement de Billancourt à Guyancourt, sans en référer à ses patrons, qui étaient à l'étranger !

Bref la direction de la Régie s'emploie à faire passer un état d'esprit visant à ce que les travailleurs, les employés, les techniciens travaillent plus, se sentent "motivés", en un mot soient à la botte des chefs. Et tant pis pour celui ou celle qui ne s'adapterait pas, sinon c'est la porte ou au moins la sanction.

Le but de Lévy comme les autres patrons de l'automobile, c'est le maximum de profits. Ils utilisent tout un verbiage hypocrite destiné à ce que les travailleurs fassent les frais de cette course folle aux profits. Parce que à la Régie, nationale ou pas, c'est de cela qu'il s'agit et de rien d'autre.

Hispano-Suiza (Bois-Colombes - 93)

L'INSÉCURITÉ PERMANENTE

La sécurité à Hispano-Suiza est un véritable scandale. A plusieurs reprises il y a même eu des catastrophes irréparables. L'an passé une secrétaire a été écrasée par un camion et un tourneur a eu le nerf sciatique sectionné par un copeau.

Depuis un mois et demi, un intérimaire est à l'hôpital victime d'un produit très dangereux, le Raffinit, utilisé sur la machine à laver les pièces de l'atelier 10.

Ce produit a pénétré sous l'ongle du travailleur et provoqué une blessure grave, une brûlure chimique qui ne s'est pas manifesté tout de suite de façon sérieuse mais qui l'a amené tout de même à l'infirmerie. Le choc allergique s'est déclaré dans la nuit et l'hôpital de Colombes l'a adressé en urgence à Rothschild. Là on lui a amputé une partie du majeur gauche, sa main et son bras sont menacés. Aujourd'hui il en est à sa troisième opération et l'on ne sait pas trop comment il va s'en sortir.

L'utilisation de ce produit est dénoncé depuis plus d'un an. La CFDT avait fait inscrire la machine au cahier des dangers imminents, ce qui doit provoquer l'arrêt de tout travail sur la machine. Mais l'arrêt n'a duré qu'un temps et le travail a repris malgré les inquiétudes que tout le monde partageait. En fait, tous ceux qui ont travaillé sur cette machine sont tombés malades. Un ouvrier est mort d'une tumeur au cerveau, paraît-il, mais certains disent qu'il s'agissait en fait d'un cancer du poumon. Cette rumeur n'a fait qu'accroître l'inquiétude.

Jusqu'à présent, les travailleurs ont attendu que le CHS-CT fasse quelque chose. Mais cette fois-ci, après que l'information concernant l'état de santé du travailleur intérimaire fut connue dans l'entreprise, le mécontentement s'est exprimé.

Le mercredi 13 une pétition a circulé en Fabrication qui a obtenu 90 signatures. Malgré cela, la direction a voulu mettre la machine en route, alors que la CGT venait de la porter au cahier des dangers imminents et en arrêt d'urgence, à la demande du contrôleur de la Sécurité sociale. C'est ce fait qui a déclenché un coup de colère. Le vendredi, environ 60 travailleurs ont débrayé et se sont rendus auprès de la maîtrise de l'atelier, en réclamant des éclaircissements sur la responsabilité de chefs entre autres.

Pour l'instant, la direction cherche à faire nettoyer les pièces en équipe de nuit avec le produit dangereux. Le médecin de l'usine se range totalement aux côtés de la direction, ce qui n'étonne personne d'ailleurs. Il s'est même déplacé à l'hôpital Rothschild pour intimider le blessé, en lui disant que son accident n'avait rien à voir avec l'utilisation du Raffinit !

Bien des travailleurs de Fabrication n'ont pas l'intention d'accepter l'insécurité. La coupe est pleine et beaucoup pensent et disent même, que face à la direction et à ses chefs, *"notre vie est trop précieuse pour la leur confier"*.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Hôpitaux

Mouvement de protestation du personnel administratif contre ses bas salaires

(LO)

Les 23 et 24 avril 1990, au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, le nouveau statut des employés administratifs a été présenté. L'essentiel de ce document consiste en grilles salariales des différents grades d'employés. Et sur ce point, l'amélioration par rapport à l'ancien statut est maigre : pour les adjoints administratifs, par exemple, aucune augmentation en début de carrière et seulement 300 ou 400 francs environ au terme d'une vingtaine d'années.

Le personnel administratif est, avec le personnel ouvrier, une des dernières catégories dont le ministère s'occupe successivement à la suite des grèves de 1988. Et peut-être Evin espérait-il faire adopter ses grilles en douceur ?

Cela n'a pas été le cas. Fin mai, dans le style des coordinations catégorielles de 1988, un groupe d'administratifs se baptisant «collectif» a lancé un appel à une assemblée générale. Plusieurs centaines d'employés de l'AP s'y sont rendus et ce succès les a encouragés à créer partout des collectifs locaux. Des assemblées générales ont commencé à se tenir dans les différents établissements.

Jeudi 7 juin, le premier rassemblement devant le ministère de la Santé regroupa un millier d'administratifs sur les six mille que compte l'AP. Jeudi 14, le double d'employés manifestèrent de l'avenue Victoria (siège de l'AP) au ministère. Et jeudi 21, une troisième manifestation est organisée.

Entre ces jeudis, les employés mènent dans les hôpitaux un mouvement assez divers suivant les jours et les lieux. Tel bureau est fermé et ses employés au piquet de grève. Tel bureau bloque les recettes ou la facturation, tel autre le courrier administratif mais pas celui concernant les malades.

Les chefs de bureau sont souvent partie prenante du mouvement et même les directeurs adoptent une attitude en général conciliante.

Le mouvement a débuté avec deux revendications : retrait du statut Evin et ouverture de négociations pour un meilleur statut. Certaines AG d'hôpitaux ont précisé la deuxième revendication en votant pour les 1 500 F ou les 2 000 F. Puis des réunions d'employés se sont tenues afin de discuter de l'application des revendications à chaque grille.

Les vacances approchent et, sans doute, le ministère compte dessus pour en finir avec l'agitation des administratifs. Mais ceux-ci n'ont pas l'intention de laisser s'effilocher leur grève ; au contraire, ils ont la volonté de montrer leur détermination tant qu'ils n'auront pas satisfaction.

Correspondant LO

Sécurité sociale

L'appel du 18 juin des employés de la CRAMIF (Paris 19e)

Lundi 18 juin, nous nous sommes retrouvés à 200 devant les locaux de la direction de la CRAMIF (la Caisse régionale d'assurance maladie de la sécu) pour réclamer 1 000 F d'augmentation pour tous !

En fait, ça fait près de 15 jours qu'un secteur, la «Tarification des accidents du travail», où nous sommes environ 200 employés, essaie de «faire quelque chose». La récente grève des Caisses primaires de la Seine-Saint-Denis y est incontestablement pour quelque chose. En effet, dans ce département, après 9 semaines de grève, la direction a accordé 500 augmentations individuelles (sur 1 500 personnes concernées environ) à des techniciens, sous forme de promotions ou de rallonges. Ces augmentations vont de 300 à 800 F. Les heures de grève sont payées à 80 %.

Evidemment, ces résultats sont plutôt encourageants, et les commentaires à la Cramif n'ont pas manqué. Les salaires sont bas, 4 500 à 7 000 F pour l'immense majorité d'entre nous, et c'est la première fois depuis longtemps que devant le mécontentement des employés la direction de la Sécurité sociale lâche quelque chose, du moins à cette échelle, même si c'est sous forme individuelle et catégorielle, puisque seuls les techniciens ont été augmentés.

Les récentes déclarations de Mitterrand, qui a fait semblant de s'apitoyer sur les bas salaires, et sur le partage inégal des richesses, ont renforcé également le sentiment de beaucoup d'être dans leur bon droit, que c'est normal de revendiquer des augmentations de salaires.

Dans la semaine qui a suivi la Pentecôte, plusieurs services de la Tarification se sont réunis. Ce qui était mis en avant, c'était d'abord les salaires. Mais venaient également mais derrière, les «déroulements de carrière», les réorganisations de la direction qui ne satisfaisaient personne, enfin, tout ce qui n'allait pas depuis des mois. Et surtout, ce qui était évident à la Tarification, c'était l'envie de marquer le coup, et même d'appeler l'ensemble de la Caisse à manifester son mécontentement. La Tarification, soutenue par la CGT et la CFDT, a donc appelé l'ensemble de la Caisse à débrayer 55 minutes, le jeudi 14 juin. Une affiche avait été faite, un tract appelant au débrayage avait été rédigé, puis distribué par 25 personnes, la veille, le mercredi 13.

A ce premier débrayage du jeudi 14 juin, 250 personnes sont venues, et ont tenu une assemblée. Pour tous les présents (et même les absents), 250 personnes, c'est un succès, d'autant que tout le monde a remarqué que les employés de la Tarification ont réussi à faire l'unité syndicale derrière eux : après la CFDT et la CGT, FO s'est associée. Il y avait un fort contingent de la Tarification évidemment, mais aussi pas mal d'employés parmi les plus mal payés de la Caisse. Cette assemblée a voté les revendications : 1 000 F pour tous en tête, puis déroulement de carrière, et un certain nombre de revendications locales. Une motion a été proposée, destinée à être signée par l'ensemble des employés de la Caisse, puis à être portée tous ensemble à la direction le 18 juin.

Ce jour-là, les 200 employés ont été reçus tous ensemble par la direction, et l'ambiance y était. A l'issue de cette réunion, qui n'a rien donné comme chacun s'y attendait, les employés ont décidé de rappeler à une nouvelle assemblée le 21 juin.

A suivre donc !

Correspondant LO

(AFP)

LA MONTÉE DE

Une planche de salut... pou

et pour l'impérialisme ?

Une semaine après le succès du Front Islamique du Salut (FIS) aux élections locales algériennes, le gouvernement algérien n'a pas encore publié les résultats complets de celles-ci ; une chose est sûre pourtant : le succès du FIS est de grande ampleur et, dans l'immédiat, les islamistes vont s'installer aux commandes d'un très grand nombre de municipalités algériennes, à commencer par celles des grandes villes.

Quelles seront les conséquences politiques du succès des islamistes ? Le résultat de ces élections municipales va-t-il leur ouvrir, à plus ou moins court terme, la route du pouvoir ? Il est trop tôt pour le dire. Le gouvernement algérien, faisant preuve d'une incertitude qui ressemble beaucoup à du désarroi, en est encore à s'interroger sur la conduite à adopter. Mais il est certain que la présence des islamistes aux commandes va peser lourdement, dès à présent, sur la population algérienne. A commencer par les femmes, qui subiront sans doute une pression accrue pour les forcer à porter le voile, à ne pas se vêtir à l'occidentale, à rester au foyer à disposition de leur seigneur et maître. Les milices du FIS, mais aussi tout simplement, de par le pays, des centaines de milliers voire des millions de petits coqs du foyer conjugal seront renforcés dans leur détermination à leur faire subir l'oppression domestique au nom des traditions sacro-saintes et de la chari'a - la loi islamique.

LE FIS VERS LE POUVOIR ?

Mais le projet des dirigeants islamistes ne vise pas seulement, ni même essentiellement, les femmes. Agiter l'idée de boucler les femmes au foyer et derrière leurs voiles au nom de la tradition s'est révélé un bon moyen d'avoir l'oreille d'une partie de la population en s'appuyant sur les préjugés les plus arriérés. Mais l'objectif des dirigeants du FIS ne se limite pas là. Leur objectif, c'est le pouvoir politique.

Bien sûr, on a déjà entendu divers représentants ou partisans du FIS, de bonne ou de mauvaise foi, déclarer qu'il n'y aura pas à s'inquiéter : *"L'Algérie n'est pas l'Iran"*, ou bien *"L'islam sunnite n'est pas l'islam chiite"* ; le premier, majoritaire en Algérie, serait plus libéral que le second, majoritaire en Iran. Mais ce qui comptera n'est nullement la tradition, vraie ou supposée, de l'Algérie et de son Islam, mais bien la situation politique dans laquelle le FIS pourrait prendre le pouvoir ou y participer.

CRISE ÉCONOMIQUE ET VIDE POLITIQUE

Le succès des islamistes intervient dans un contexte de crise économique profonde et il en est, en grande partie, le produit. L'économie algérienne a été atteinte de plein fouet par la chute des cours du pétrole et du gaz, qui constituent 98% de ses rentrées en devises. Les recettes des ventes d'hydrocarbures ont été brutalement divisées par deux au moment où les remboursements de la dette extérieure (23 milliards de dollars) atteignaient leur maximum. L'an dernier le service de la dette a atteint 6,5 milliards de dollars, les trois quarts des recettes d'exportation. Cela se traduit, pour la population algérienne, par la pénurie générale, la baisse de son revenu réel, le chômage qui touche officiellement le quart de la population active et en fait sans doute beaucoup plus.

Le mécontentement de la classe ouvrière et de la jeunesse a explosé lors des grèves et des émeutes d'octobre 1988, contre lesquelles le pouvoir a fait donner la mitraille, sans réussir pourtant à éteindre vraiment la révolte. Le FLN au pouvoir depuis l'indépendance a ainsi donné surtout, une démonstration de son vide politique ; et c'est ce vide politique que le FIS a rapidement comblé, s'appuyant sur le désarroi d'une partie de la population pour présenter l'islam comme un recours et une promesse de justice sociale. Et les premières élections libres que le pouvoir ait dû concéder en 28 ans d'indépendance lui ont fourni l'occasion de s'affirmer politiquement.

UN RECOURS POUR FAIRE RÉGNER L'ORDRE

Sur le fond de la crise économique et sociale, le FIS est ainsi en position, aujourd'hui, de se présenter comme un recours face au discrédit du FLN au pouvoir. Il peut fournir non seulement des hommes pour exercer le pouvoir, mais aussi des hommes pour encadrer la population à tous les niveaux, dans les villes et les villages, pour lui prêcher la résignation au nom des valeurs islamiques et, quand ça ne suffira pas, des hommes pour briser les oppositions, faire régner l'ordre, briser les grèves au nom du combat contre le "désordre social". On a vu la semaine dernière des jeunes du FIS, à Alger, se mobiliser pour nettoyer leur quartier suite à une grève des éboueurs ; une action peut-être encore bon enfant, mais signifi-

C'EST LA CLASSE OUVRIÈRE QUI EST VISÉE

La victoire du Front Islamique du Salut, le FIS, aux élections municipales algériennes a de quoi inquiéter tous les gens de gauche et tous les travailleurs, en Algérie, bien sûr, mais aussi de ce côté de la Méditerranée, qu'ils soient Algériens ou pas.

Certes le taux d'abstention fait que, si les intégristes ont obtenu la majorité absolue des suffrages, il n'y a sans doute pas beaucoup plus de 30% des Algériens et des Algériennes qui leur ont apporté leur vote. Et comme les maris avaient tout pouvoir pour voter en lieu et place de leurs femmes et de leurs filles, il est sans doute bien abusif de parler du pourcentage des Algériennes.

Pourtant la majorité des municipalités est maintenant aux mains d'un parti d'extrême-droite, dirigé par des religieux réactionnaires. Ces gens visent officiellement à faire régner, de gré ou de force, sur l'Algérie et sur tous les Algériens, les lois et les mœurs de l'islam, c'est-à-dire d'une religion qui, comme toutes les religions, charrie les préjugés et les superstitions venues de la barbarie moyenâgeuse d'il y a mille ou deux mille ans.

Ces gens sont aussi obtus et réactionnaires que l'est, ici, un Le Pen et les bons catholiques qui l'entourent, et qui rêvent de revenir à Jeanne d'Arc ou Saint-Louis, et à... l'inquisition. Comme Le Pen, s'ils en ont la possibilité, c'est à coup de trique, ou par des violences bien pires, qu'ils sont prêts à imposer leur loi, par exemple, là-bas, le voile aux femmes.

Bien sûr, le FLN, le parti unique qui détient le pouvoir en Algérie depuis vingt-huit ans, n'a pas un meilleur visage. La dictature, le règne de la police, la corruption, voilà ce qu'il a offert aux Algériens. Au point que, sans doute, bien des électeurs qui ne partagent pas les préjugés du FIS, lui ont quand même apporté leur suffrage pour manifester qu'ils en avaient plus qu'assez du FLN.

Le FIS apparaissant comme le critique le plus radical, sinon le seul, du FLN et de sa dictature, bien des pauvres et des travailleurs lui ont même certainement apporté leur soutien. De ces pauvres et de ces travailleurs qui subissent de plein fouet le chômage, la hausse des prix, la misère, toutes les conséquences d'une crise que la dictature et la corruption du FLN ont exacerbées, mais dont la responsabilité fondamentale repose sur l'impérialisme français qui a pillé et pille encore l'Algérie.

Pourtant, quelles que soient leurs raisons de haïr le pouvoir du FLN, ces pauvres et ces travailleurs qui soutiennent le FIS, sont les victimes d'une mystification. Exactement comme les travailleurs français qui soutiennent Le Pen, sous le prétexte qu'il a une grande gueule, se font avoir.

Ces religieux réactionnaires, malgré leurs discours en faveur des pauvres ou contre l'impérialisme français, se moquent bien des opprimés. Au contraire, ils n'ont qu'un désir, c'est d'embrigader ceux-ci pour établir une oppression pire encore, si c'est possible, sur toute la société.

Et de cette oppression, la classe ouvrière et les pauvres en seraient les premières victimes. Car ce sont eux les premiers visés. En imposant le silence à l'Algérie au nom de l'islam, ce sont les manifestations et les émeutes des jeunes et des chômeurs, comme celles d'il y a deux ans, qu'on veut empêcher, les grèves des travailleurs, qui n'ont pas cessé là-bas depuis des mois, qu'on veut étouffer.

L'intérêt de la classe ouvrière algérienne c'est de s'opposer aussi bien au FLN qu'au FIS. Il n'y a peut-être qu'une minorité de travailleurs qui en sont conscients aujourd'hui. Mais les Algériens n'ont-ils pas montré justement qu'une minorité décidée pouvait changer le cours de l'histoire ? Car ils n'étaient qu'une petite minorité, ceux qui ont commencé la lutte pour l'indépendance en 1954. Ils l'ont pourtant obtenue, face à une France colonialiste certainement plus redoutable et plus féroce - elle a fait un million de morts en Algérie - que les intégristes.

Editorial des Bulletins d'Entreprise du lundi 18 juin 1990.

L'INTÉGRISME

la bourgeoisie algérienne

cative de la direction que pourraient prendre les initiatives du FIS.

Alors sans doute, l'Algérie n'est pas l'Iran, les conditions politiques de la montée du FIS ne sont pas celles qui ont vu l'ascension des "gardiens de la révolution". Mais c'est bien un danger du même type qui se profile pour les masses algériennes, un recours politique pour l'Etat, pour la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie effrayées par l'avenir, et aussi pour l'impérialisme - français en particulier - inquiet du danger d'explosion sociale que les événements d'octobre 1988 ont révélé et dont les représentants étudient dès à présent, comment ils pourraient établir une collaboration avec des islamistes au pouvoir en Algérie.

Sans doute, il n'est pas trop tard pour la classe ouvrière algérienne. Elle a encore toutes les possibilités de se battre et de montrer qu'elle, et elle seule, peut constituer une alternative au règne de l'obscurantisme, ouvrir un espoir et un avenir aux millions de laissés-pour- compte de la société algérienne qui voient aujourd'hui dans le FIS une planche de salut. Mais le temps presse.

A. F.

MITTERRAND ET LA RAISON D'ÉTAT

"L'heure des révisions déchirantes a sonné pour la France dans ses relations avec ses anciennes colonies" : *ainsi débute l'éditorial du journal* Le Monde *daté du 16 juin qui commente le résultat des élections en Algérie.*

"Les révisions déchirantes", *cela consiste à écrire qu'en fin de compte, les islamistes – comme les nomme l'éditorialiste du* Monde, *sont des gens respectables, et que le gouvernement français a beaucoup à se faire pardonner d'eux. Abassi Madami et bien d'autres ne se trouvaient-ils pas en prison,* "au début de la décennie 1980, quand ministres et responsables du Parti Socialiste défilaient à Alger pour des embrassades à Alger avec leurs homologues du gouvernement et du FLN" !

Le Monde *le dit crûment,* "on faisait taire les doutes" *(sur les droits de l'homme)* "au nom des nécessités du commerce et de l'intérêt supérieur de la francophonie".

Eh bien maintenant que les "islamistes" sont proches du pouvoir, les mêmes "nécessités" *existant et les intérêts politiques et économiques de l'impérialisme français étant bien évidemment supérieurs à toute autre considération, il s'agit, dès aujourd'hui, de préserver l'avenir et les futures relations avec un gouvernement algérien islamiste... Pour cela, comme le conclut l'article du* Monde, "Paris doit chercher le langage approprié pour ce dialogue ardu".

Il ne semble pourtant pas si difficile à trouver que cela, ce langage ! Tous les responsables gouvernementaux y sont allés de leur couplet sur le "respect du vote" du peuple algérien. Mitterrand, de l'Ile de la Réunion où il était en visite officielle, a déclaré : "Quant à la France elle-même, elle espère pouvoir continuer dans de bonnes conditions sa coopération avec ses voisins algériens". *Louis Mermaz, le président du groupe socialiste à l'Assemblée, a tout de suite renchéri :* "Il faut que la coopération avec l'Algérie soit maintenue. Il faut respecter le vote des Algériens et nous n'avons pas à intervenir dans leurs affaires". *Il n'y a que les sous-fifres du Parti Socialiste, moins soucieux des réalités du pouvoir, pour avoir émis des regrets sur la montée de l'intégrisme en Algérie ou sur le sort de ceux qui n'ont pas voté pour le FIS.*

La défense des idéaux laïcs et démocratiques ne pèse pas lourd face à la raison d'Etat ! Pour l'Algérie comme pour toutes les dictatures africaines ou, pour rester sur le terrain de la montée de l'intégrisme, pour l'Iran jadis, quand les gouvernements de Giscard n'entendaient pas rompre les relations diplomatiques avec Khomeyni pour préserver les intérêts français en Iran...

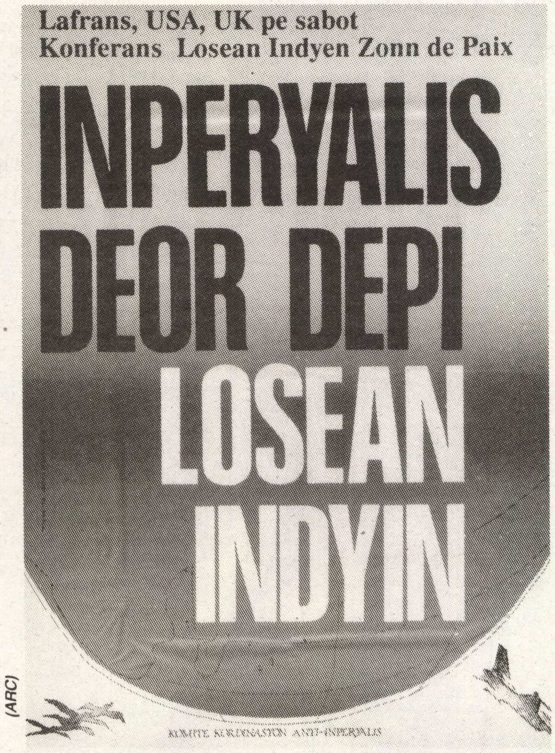
S.F.

Mitterrand dans l'océan Indien

PAS SI BIEN ACCUEILLI QUE CELA

La semaine passée, Mitterrand est allé visiter les pays indépendants de l'océan Indien : Seychelles, Maurice, les Comores et Madagascar. La presse française n'a guère retenu de ce voyage que l'accueil réservé par les chefs d'Etat et de gouvernement au président de la République française, les promesses d'aide faites par celui-ci, d'ailleurs pas si généreuses que cela, et surtout le fait qu'elles ont été assorties d'admonestations aux gouvernements de se conduire mieux, c'est-à-dire de veiller à réduire la corruption ou à se donner une image plus démocratique. Ces Etats ont beau être parfois assez petits, comme les Seychelles qui ne comptent que 70 000 habitants, cela ne les empêche nullement d'être aussi souvent de véritables dictatures.

L'accueil des populations, dont la presse ne dit mot, n'a peut-être pas toujours été aussi enthousiaste que celui des gouvernants. Ainsi à Maurice, les camarades de "Lalit" (La lutte, en créole), un groupe d'extrême-gauche marxiste, nous signalent que Mitterrand a été accueilli par une manifestation organisée par eux et différentes organisations et syndicats. Cette manifestation a été violemment réprimée par la police, qui ne voulait sans doute pas que Mitterrand puisse entendre ceux des Mauriciens qui voulaient non lui amener des fleurs mais lui dire *"Impérialisme dehors"* et *"Dénoncer la nature impérialiste, militariste et colonialiste de la présence de la France dans l'océan Indien" :* à la Réunion, bien sûr, qui demeure un département d'Outre-Mer, mais aussi dans toutes ces autres îles dont la France cherche à faire une de ses chasses gardées sous le prétexte qu'elles ont été, à une époque ou à une autre, ses colonies... et que certains y parlent encore français. La francophonie a bon dos. Elle est surtout commode pour les militaires, les commerçants et les hommes d'affaires français.



Une affiche du «Comité de coordination anti-impérialiste» de Maurice. En créole on peut lire : «La France, les USA et la Grande-Bretagne ont saboté la Conférence de l'océan Indien zone de paix. Impérialisme hors des pays de l'océan Indien».

Dans les entreprises

EDF - Saint-Denis de-la-Réunion

"La rançon de la rentabilité ?"

A Saint-Pierre, un marmaille de 5 ans a trouvé la mort en grimpant sur le toit en tôle de sa case. Celui-ci était sous tension, car le câble d'alimentation qui frottait contre la tôle était mis à nu.

Que ce soit EDF ou une entreprise privée qui a fait le travail, EDF reste responsable. Et en tout cas on peut mesurer ce que valent les belles paroles des responsables du centre qui affirment que le centre vérifie les chantiers terminés. Ce mensonge s'est traduit par la mort d'un enfant.

DES ECONOMIES...

5 morts à EDF depuis le début de l'année. La direction déclare dans un communiqué qu'elle est désolée... et qu'il faudra faire plus attention. Son hypocrisie n'a d'égal que son mépris pour nos 5 camarades. Alors nous disons : assez d'économies sur notre dos ! Assez de nous obliger à faire n'importe quoi !

Extrait du Bulletin
La voix des travailleurs
EDF – Saint-Juis-de-la-Réunion

Chèques Postaux Marseille

Débit différé : ennui à la clé

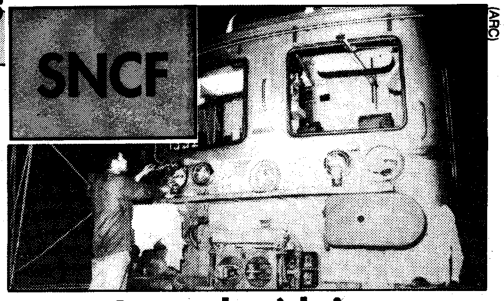
Avec le débit différé, nos financiers disent aux titulaires de compte qu'ils peuvent y aller, qu'ils ne paieront que dans un mois.

Moralité : quand les titulaires doivent payer et qu'ils tirent la langue, on leur coupe le crédit, on leur retire carte et chéquier et on les met dans une situation inextricable.

Les conseilleurs ne sont pas les payeurs, jusqu'au moment où les cochons de payeurs que nous sommes se révolteront.

Extraits du bulletin LO Comptes Chèques Postaux de Marseille

SNCF



La vache à lait

L'Etat a annoncé qu'il donnerait 500 millions de francs à la SNCF pour la recherche du TGV à 350 km/h et à deux étages.

La recherche, la mise au point, les essais sont aux frais du contribuable que nous sommes. Les industriels et les banquiers n'auront plus qu'à en tirer de juteux profits. En prétextant le service public, l'Etat sert surtout les capitalistes.

Extrait du bulletin LO des Ateliers SNCF de Nanterre

C'est la saison

Cette année encore, la direction se prépare à utiliser un nombre important de saisonniers et auxiliaires pour combler les effectifs pendant les vacances. C'est une pratique qui se généralise dans tous les services, et de plus en plus. Pour le service voyageurs, presque la moitié des effectifs seront des saisonniers. C'est beaucoup et cela promet des moments difficiles.

Evidemment, c'est plus facile pour la SNCF de faire appel à une main-d'œuvre jeune qu'elle paye au rabais, plutôt que d'embaucher le personnel suffisant, y compris en période de vacances.

Extrait du bulletin LO SNCF Nantes

À la Sécurité sociale

Ça coule... restons cool

Aux Liquidations la direction n'a pas compté son temps pour imposer un tableau de bord. Chaque section dispose d'un certain nombre d'heures de travail pour faire les dossiers, on nous a fait grâce des centièmes.

7 h 63 correspond à 10 dossiers neufs ou 15 courriers, etc. (pause pipi déduite).

Après 1 mois de pratique, le tableau de bord n'est pas respecté : *«Vous aviez 1000 h à votre disposition. Vous avez fait 700 dossiers, qui devaient prendre 900 h. Vous avez dépassé de 100 h. Que s'est-il passé ?»* Dans toutes les sections il a été demandé si nous avions des problèmes particuliers. Eh bien non, on a tous les mêmes problèmes : surcharge de travail, manque de personnel, mauvaise organisation. Voilà les vraies raisons de la dégradation des conditions de travail des liquidateurs.

Extrait du bulletin LO CRAM Rouen

AGFA-GEVAERT Pont-à-Marcq

Il en resterait même pour les actionnaires

Selon les chiffres du journal *Le Monde* repris dans *Agfa-Magazine*, Agfa réalise un bénéfice avant impôt de 1,76 milliard de francs, c'est-à-dire de 58 600 francs nouveaux pour chacun des 30 000 salariés du groupe.

Une augmentation de 1500 francs par mois, charges patronales comprises, reviendrait à 25 200 francs l'année, toujours pour chacun des 30 000 salariés...

Extrait du bulletin LO Agfa-Gevaert Pont-à-Marcq

La condition des ouvrières à FINDUS - Beauvais

Les phallocrapitalistes

D'après le «Bilan Social 89» de France-Glaces-Findus, l'entreprise emploie 930 ouvrières pour 833 ouvriers : 52,7% de femmes.

Parmi elles, 81% (753) sont à un coefficient inférieur à 155, contre 29% (241) chez les hommes, 767 femmes contre 343 hommes sont employées «à des tâches répétitives».

Ce ne sont pas des barbus intégristes et moyenâgeux qui dirigent dans cette entreprise. Ce sont tout bêtement des capitalistes.

A travail égal, salaire égal

La moyenne des rémunérations des ouvrières a été en 1989 de 6713 F brut. Contre 7517 F brut pour les ouvriers.

C'est peut-être parce que les femmes ont moins d'enfants à nourrir ?

Personne n'est parfait

Les promotions de 1989 : 95 ouvrières, 173 ouvriers. Les rallonges : 287 pour les premières, 414 pour les seconds.

Non, la hiérarchie n'est pas misogyne. Simplement, elle préfère les hommes.

Extraits du bulletin LO France-Glaces-Findus Beauvais

Poissy PEUGEOT

(AFP)

TRAVAILLER 10 HEURES PAR JOUR : ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS

A l'usine de Poissy du groupe PSA, des discussions devaient avoir lieu, mardi 19 juin, sur les modalités d'utilisation du projet d'allongement de la durée d'application des installations ; avec pour objectif de produire, au premier semestre 1991, 1 500 voitures par jour contre 1 240 actuellement.

Comme à l'usine Renault de Flins, ce projet se traduit par une aggravation des conditions de travail des ouvriers. Il est prévu que l'usine tourne "normalement" 5 jours, du lundi au vendredi (et non 7 avec une équipe en VSD, vendredi-samedi-dimanche, comme nous l'avons indiqué par erreur dans le dernier numéro de *Lutte Ouvrière*). Mais chaque travailleur ne viendrait que 4 jours, à raison de 9 h 37 ou 38 par tournée. Il disposerait, outre de son week-end, d'un jour de congé tournant, glissant, semaine après semaine, du lundi au vendredi. Cela ferait, la direction ne se fait pas faute de le souligner, un week-end prolongé de 4 jours, du jeudi soir au mardi matin, toutes les 5 semaines. Ce système réclame en outre une nouvelle organisation du travail : 5 travailleurs devant, par roulement, tenir un module de 4 postes.

La direction a fait "courir", par l'intermédiaire de la maîtrise, des bruits très vagues au dernier trimestre 1989, histoire de tâter le terrain. En janvier elle annonçait son intention d'accroître de 25% la durée d'utilisation de son usine, sans diminution du temps de travail, et sans préciser plus son projet. Les agents de maîtrise, eux, parlaient sur le ton de la confidence du passage à des équipes journalières de 10 heures. La direction a attendu aussi de voir la conclusion de l'accord sur la 3e équipe à Renault-Flins en mars. Elle a également laissé passer les élections de délégués du personnel en mars et celles au Comité d'Entreprise fin avril.

Tout cela sent la tentative de reprise en main. Cette année, plus que les années précédentes et comme au "bon vieux temps" du syndicat patronal, les délégués de la CSL ont eu tout le temps nécessaire d'aller voir, revoir et re-revoir les nouveaux embauchés pour leur placer la carte, puis de mener leur propagande électorale. Aux élections de délégués du personnel la CGT a perdu 5,15% par rapport à celles de 1989. Elle a encore reperdu 4% aux élections au CE (ce qui fait 10,32% par rapport aux élections au CE de 1988), les travailleurs combatifs, même ceux qui n'ont rien oublié de la trahison de la CGT pendant la grève de l'hiver 1983/1984, ont ressenti cela comme un affaiblissement de leur position.

Enfin, c'est en mai que la direction a relancé son projet, cette fois-ci tambour battant. La maîtrise a convoqué les travailleurs un à un pour leur "demander leur avis". Là, on leur présentait 4 projets (dont un avec création d'une troisième équipe). Les agents de maîtrise dénigraient les trois premiers et vantaient celui de la semaine de 4 jours avec *"plusieurs centaines d'embauches"*, *"un week-end de 4 jours toutes les 5 semaines"* et *"sans samedis obligatoires"*. A Peugeot-Poissy, que ce soit avec les syndicats ou avec les salariés, la direction met peu de formes et consacre peu de temps aux comédies de discussions ou de consultations. Les travailleurs ont vite compris où elle voulait en venir.

Un certain mécontentement court les ateliers. A Poissy, les débordements d'horaires sont courants et déjà pénibles après 8 heures de travail. Ce n'est pas le nouveau système qui va relâcher la pression là-dessus. Personne ne croit non plus aux samedis libres : il y aura des séances au volontariat et, dans cette usine, il faut avoir plus de résistance qu'ailleurs pour ne pas être volontaire. Le 3e jour de repos mobile, c'est la porte ouverte aux heures supplémentaires, d'autant qu'on ne voit pas comment pourront fonctionner les modules de 5 ouvriers sur 4 postes, avec les congés maladie ou les congés d'ancienneté. Certaines primes calculées au nombre de jours de travail (comme la prime de panier) vont diminuer. Enfin, comme pour les travailleurs de Renault-Flins, se pose le problème de la prise de poste le matin et du retour chez soi après le travail. Les travailleurs qui habitent Dreux par exemple, à une cinquantaine de kilomètres, passent déjà beaucoup de temps hors de chez eux. Ils ont encore moins que les autres envie d'allonger ce temps pour le bon plaisir du patron.

Visiblement la direction de Peugeot-Talbot accélère le pas pour régler la question d'ici les vacances. Avec l'aide de la CSL, qui n'a rien à lui refuser, elle arrivera sans doute rapidement à un "accord" qui ne sera qu'un accord avec elle-même. Mais d'ici le début de 1991, date présumée de la mise en service de son projet, les travailleurs ont tout le temps de le faire capoter.

Correspondant LO

Sochaux

Un centenaire sans tapage

Le dimanche de la Pentecôte, la famille Peugeot a fêté à Sochaux son centenaire par un défilé de voitures anciennes avec repas sous chapiteau. Aucune invitation, aucune publicité n'ont été faites dans les ateliers.

Rappelons que, lors du centenaire de l'Alsthom en 1979, le patron, en faisant "cadeau" d'un stylo et d'une médaille, avait déclenché la colère des ouvriers et une grève de 10 semaines.

Six semaines de grève en septembre/octobre 1989 plus une semaine d'inondations ont rendu les organisateurs prudents. Avec ces ouvriers, on ne sait jamais...

(ARC)

Cent ans, toutes ses dents... mais le lion Peugeot est devenu prudent.

Du racket à la raquette

Dimanche, lors de la finale à Roland-Garros, on a eu droit à la trombine à Calvet. On a même appris que, lorsqu'il n'est pas spectateur, il fait quelques échanges et ne déteste pas monter au filet, toujours à Roland-Garros.

Avec quelques balles, au maximum, il tient 5 sets. Nous, avec 1 500 balles, on a tenu 6 semaines, et ce n'était qu'un entraînement. Le match n'est pas fini !

UN NOUVEAU GADGET

Peugeot a fait appel à l'institut de sondage IFOP, afin de *"mieux répondre à nos besoins en matière d'information"*. Dans deux lettres reçues par les futurs sondés, par deux fois, le patron insiste sur l'anonymat garanti. C'est déjà un signe que la confiance règne. Quant à la communication... c'est en dérangement.

Renault Douai

Chauffeur, s'il vous plaît !

Au DA, des chefs nous ont proposé d'essayer la R19-16 soupapes... Mais attention, comme passagers seulement. Ce sont eux qui prennent le volant : comme quoi la confiance règne !

Les chefs veulent-ils aussi qu'on leur achète la casquette de chauffeur ?

Quand y'en a plus, y'en a encore...

Nous venons de terminer les récupérations. Déjà, la direction nous parle de samedis imposés.

C'est qu'elle cherche à nous faire fabriquer le plus possible de voitures en été, parce qu'elles se vendent mieux.

Mais si elle veut fabriquer plus de voitures, elle n'a qu'à embaucher. De toute façon, le samedi, on a toujours du mal à se lever...

Dieu et ses sous-papes

A la fête du 20e anniversaire de l'usine, il n'y avait pas grand monde.

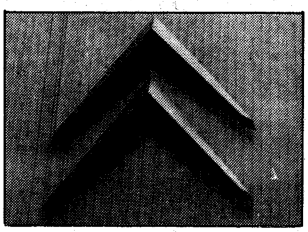
Il faut dire que Bara avait tout prévu pour faire fuir le maximum de monde : il y avait une messe, avec un curé qui était venu bénir l'usine et les bagnoles. Et le sermon du calotin de service, c'était qu'on est soi-disant tous frères, du directeur à l'ouvrier.

Dis donc, petit frère Bara, qu'est-ce que t'attends, alors, pour partager avec tes frangins ?

Extraits du bulletin LO Renault, Douai.

Citroën Saint-Ouen

Boulot-métro-boulot



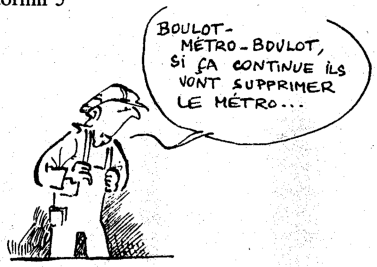
Les horaires pratiqués à l'usine sont toujours aussi élastiques. Quand ça l'arrange, comme les derniers samedis, la direction fait même travailler le samedi matin des ouvriers de l'équipe du soir.

Pour cela, des ouvriers viennent en avance le vendredi après-midi pour partir plus tôt.

Il reste juste le temps de rentrer, dormir 5 heures et revenir au boulot.

Dans un atelier, d'ailleurs, la direction a eu le culot de faire travailler des ouvriers tard dans la nuit du vendredi pour les faire revenir le lendemain à 6 h 30.

C'est illégal. La direction le sait. Mais elle passe outre.



Le revers de la médaille

Lors d'une réunion des «Cercles de qualité», il y a deux semaines, des cadres ont remis des médailles : celles du mérite évidemment.

Après la médaille du mérite agricole, voici celle du mérite industriel.

On a pu remarquer que des cadres et agents de maîtrise étaient bardés de médailles, un peu comme des maréchaux de l'armée russe.

La «Qualité», chez Citroën, c'est comme de la confiture : moins on en a, plus on l'étale.

Extraits du bulletin LO Citroën, St-Ouen.

Citroën Asnières

Flux détendu

A la «5 pistons», les chefs voulaient à tout prix supprimer un poste de travail et faire travailler un seul OS sur les deux machines. Ils ont trouvé qu'il fallait rapprocher les 2 machines, mais maintenant, ils ont gagné la désorganisation : les réglages ne sont plus faits par l'ouvrier et c'est un technicien qui doit souvent venir, il y a des arrêts fréquents et les convoyeurs sont vides.

Ils veulent tout à la fois et n'ont rien gagné.

Liberté du travail

Citroën comme Peugeot, oblige maintenant les jeunes titulaires d'un BTS qu'ils embauchent à signer un contrat de cinq ans minimum.

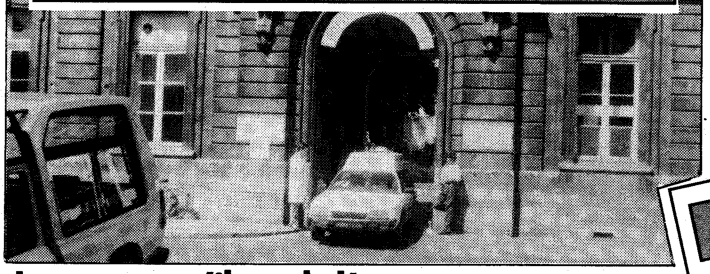
Eh oui, Citroën n'arrive pas à retenir sans cela les jeunes.

Alors, c'est le contrat de cinq ans comme à l'armée.

Mais la solde est si mauvaise que ce n'est pas un contrat qui empêchera les jeunes de déserter.

Extraits du bulletin LO Citroën, Asnières.

Hôpital Saint-André de Bordeaux



La preuve qu'il y a de l'argent

A Saint-André, le grand chambardement va commencer.

Ce mois-ci, les travaux pour le nouvel accélérateur de particules doivent commencer au sous-sol. A la rentrée, ce sont les Urgences qui devraient être entièrement refaites, sans compter que, depuis le début de l'année, des locaux sont refaits pour les admissions médicales, le bureau du personnel, les bureaux de la direction, etc.

Alors, tous les travaux sont nécessaires ? Peut-être. Mais ce qu'on peut remarquer, c'est que le CHR a la bourse large quand il s'agit de passer des marchés avec des entreprises privées et il trouve les milliards nécessaires.

Bizarre : quand il s'agit d'embaucher, on nous dit que la bourse est vide.

Quant 3 font 2...

Il y a 15 jours, un poste a été supprimé à la Lingerie. Le prétexte invoqué par la direction, c'est qu'avec la nouvelle organisation du travail il y aurait, d'après elle, besoin de moins de personnel.

Désormais, il n'y a plus que deux employés au lieu de trois pour ramasser le linge sale et distribuer le propre dans les unités de soins.

Extraits du bulletin LO Hôpital St André, Bordeaux.

Chausson Asnières

Le monde des affaires

Chausson dit vouloir vendre les terrains de l'usine H de Gennevilliers pour récupérer de l'argent frais. Par ailleurs, il brade la DCCA de Reims à Renault bien en dessous de sa valeur. En effet il y a augmentation du capital et Renault reçoit un beau cadeau. Ce genre d'opération est tout bonnement illégal. Ils ont bonne mine, ces patrons, de crier misère en faisant ce genre d'affaires.

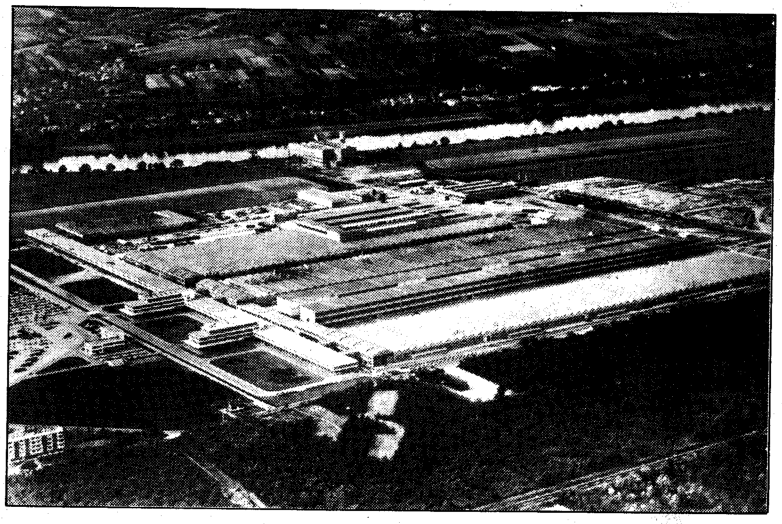
Aux actionnaires de payer par l'emploi de tous

Les actionnaires de Chausson s'apprêtent à vendre l'usine H à la Financière du Valois qui avait acheté l'OCT. Ces financiers sont spécialisés dans le rachat d'entreprises pour ensuite s'enrichir dans l'immobilier. Tous les travailleurs de Chausson ont de bonnes raisons de ne pas se laisser faire et de faire payer très cher les actionnaires actuels de Chausson et les futurs requins de la finance.

Extraits du bulletin LO Chausson, Asnières.

Renault - Flins

Élections de délégués du personnel


(ARC)

LA CFDT PERD SUR LES DEUX TABLEAUX

Les élections de délégués du personnel qui viennent de se dérouler à Renault-Flins ont été marquées par la chute des voix de la CFDT au profit de la CGT et de FO. Au 1er collège, où la participation a été plus forte que l'an dernier (470 abstentions de moins), la CFDT perd 4,5% des voix. FO en gagne en revanche 2,7% et la CGT, avec un gain de 2,6% des voix, retrouve une majorité absolue de 50,8%. En conséquence de quoi la CGT et FO gagnent chacune deux élus, tandis que la CFDT en perd quatre.

Pour la CFDT, c'est le score le plus bas depuis longtemps. Cela vient de loin, si l'on se souvient qu'en 1983 par exemple, aux élections de Comité d'Entreprise, elle avait obtenu 47,5% des voix et avait devancé la CGT de 7 points. A l'époque la CGT soutenait les ministres PCF au gouvernement, tandis que la CFDT avait les mains plus libres et avait pu par exemple, lors des grèves d'OS de 1982, laisser ses militants donner de leur syndicat un visage combatif.

Les choses ont changé et aujourd'hui, si l'on cherche à interpréter les résultats, il est probable que la CFDT-Flins perd sur deux tableaux. Au moment même où la CFDT cherchait de plus en plus à s'affirmer comme un syndicat «responsable», FO s'est affirmé comme un concurrent sérieux sur le même terrain, expliquant carrément qu'il faut mener une politique «réaliste» d'accords avec la direction. Cela permet, expliquent ses militants, de gagner un peu, tout en se passant de luttes. Tout bénéfice, en somme. Et cet argument prend sans doute auprès d'un certain nombre d'ouvriers.

Les dirigeants de la CFDT cherchent bien, dans une certaine mesure, à jouer le même jeu. Mais ils le font moins clairement, embarrassés par le fait qu'une partie de leurs propres militants ne les suivent pas sur ce terrain. Et du coup ils perdent devant la concurrence de FO tout en perdant tout de même de l'autre côté, face à la concurrence de la CGT.

On l'a bien vu dans l'affaire de l'accord signé avec la direction, sur la question de la troisième équipe à Flins. A l'automne dernier, la direction avait annoncé son projet d'allonger le temps d'utilisation de ses installations de Flins, en créant une troisième équipe de production. Non content de contraindre des travailleurs à produire des voitures la nuit, ce projet prévoyait des aménagements des équipes de jour dans un sens défavorable (début du travail plus tôt le matin et rejet du moment du repas, par exemple, après le temps de travail). La CFDT, bien que des militants en son sein, et notamment ceux de Lutte Ouvrière, aient été complètement opposés à cette politique, est apparue comme le syndicat de la troisième équipe, apportant de l'eau au moulin de la direction, militant pour faire accepter son projet aux travailleurs.

Cette attitude des dirigeants de la CFDT a sans doute compté aussi dans les résultats électoraux. Face à la concurrence de FO, la CFDT n'apparaissait pas encore comme un syndicat assez «responsable» pour que ce soit payant électoralement. En revanche elle apparaissait comme un syndicat assez compromis au côté de la direction pour perdre des voix au profit d'une CGT qui, elle, joue dans la période actuelle la carte du refus de signer. La CGT progresse ainsi, y compris dans des secteurs comme les chaînes de Sellerie où elle a très peu de militants. Pour un certain nombre d'ouvriers, le bulletin CGT a été vu comme un moyen d'exprimer leur mécontentement et en tout cas leur désaveu de l'engagement des dirigeants de la CFDT au profit du patron.

C'est en tout cas ainsi que le principal responsable de la CFDT-Flins a interprété le résultat, dans un tract intitulé *«Désaveu de la CFDT»*, où il reposait la question de la signature de l'accord sur le changement d'horaires et la troisième équipe, déclarant même que *«la CFDT doit se reposer la question : faut-il maintenir notre signature ou la retirer ?»* Mais ce qui est fait est fait. Et que penser d'une direction syndicale qui ne se pose le problème des intérêts ouvriers que le jour où sa politique entraîne des résultats électoraux défavorables ?

Correspondant LO

LES RÉSULTATS (1er COLLEGE)

	DP 1989	DP 1990
CGT	48,15 %	50,80 %
CFDT	30,17 %	24,80 %
FO	16,55 %	19,30 %
CFTC	5,13 %	5,10 %

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

à Orléans : Dimanche 24 juin, Centre de Loisirs de Saint-Jean-de-Braye

à Bourges : Dimanche 1er juillet, Jardin des Prés-Fichaux

Le phosphore de Vassili Grossman

Cette nouvelle de l'écrivain soviétique Vassili Grossman, mort en 1964, donne un aperçu saisissant de l'évolution d'un groupe d'intellectuels depuis la fin des années vingt jusqu'au début des années soixante.

Le narrateur est un ingénieur chimiste. En 1930 il choisit avec enthousiasme de commencer sa carrière dans la mine la plus profonde et la plus dangereuse. Mais la solitude lui pèse, loin de ses amis de Moscou, des étudiants en mathématiques, en musique, en technologie ou en géologie. Certains sont amateurs d'aventures amoureuses, d'autres sont portés sur la vodka. Au sein de leur groupe la gaieté l'emporte toujours sur toutes les difficultés de la vie. Mais ce qui unit aussi ces jeunes bambocheurs, c'est un formidable appétit de savoir dans tous les domaines.

Un seul détonne parmi ces futurs intellectuels brillants. C'est Krougliak, un étudiant en chimie qui travaille sérieusement mais n'est pas très doué. Rien ne lui a été servi sur un plateau car il est issu d'une famille juive très pauvre, il est un peu insignifiant et on peut lui faire de mauvaises plaisanteries sans qu'il se fâche. Pour lui, les devoirs de l'amitié prévalent toujours sur le reste. Il a donc tout pour être un perdant et ses amis ont tout pour être des «vainqueurs».

Dans les années suivantes, il a droit aux emplois subalternes, tandis que ses amis deviennent célèbres pour la plupart et sont les enfants chéris du régime stalinien.

Vient la Deuxième Guerre mondiale. Il la fait en première ligne, comme simple soldat. Ses amis, eux, occupent des postes beaucoup plus décisifs... à l'arrière ! Alors, après la guerre, c'est à eux que reviennent les honneurs et les médailles. Quant à Krougliak qui a fait preuve de générosité et d'héroïsme, il repart au bas de l'échelle sociale, à un poste où il est facile de ramasser dix ans de camp pour avoir été accusé de malversation (surtout à l'époque de la vague d'antisémitisme encouragée par le pouvoir des années 1950).

Mais quand on détient «le phosphore» qui permet dans sa tête de concevoir des œuvres grandioses, pourquoi se mêler à une sale histoire ? Pourquoi lever le petit doigt en faveur d'un ami qui, décidément, doit être d'une moralité douteuse ?

Dans cette nouvelle, il y a davantage que le portrait d'une génération d'intellectuels soviétiques. Il y a comme le condensé des relations entre cette «élite» proche du pouvoir et la population. L'écrivain ne nie pas les qualités de ceux qui ont conçu des barrages ou des œuvres d'art. Mais il suggère que l'honnêteté et le courage étaient davantage du côté des gens simples et solides, comme Krougliak, lesquels ont permis à l'URSS de perdurer malgré plusieurs décennies d'oppression stalinienne.

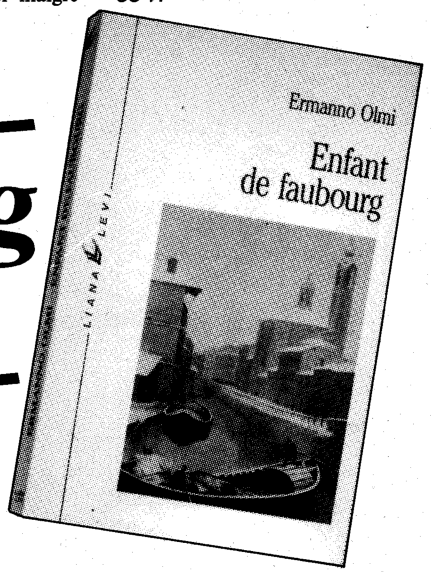
En parallèle, il s'interroge sur ce qui fait vraiment le sens d'une existence, depuis le temps d'une jeunesse pleine de fougue et d'enthousiasme, jusqu'aux jours de la vieillesse où les apparences de la réussite sociale ne parviennent pas à vaincre la mélancolie.

Malgré sa brièveté (60 pages), ce récit est une œuvre très dense. On y retrouve les qualités de pénétration des êtres dont Vassili Grossman avait fait preuve dans son grand roman sur la Deuxième Guerre mondiale, *Vie et destin*.

Jean-Pierre CALVI

Le phosphore *de Vassili Grossman. Ed. Alinéa, 55 F.*

Enfant de faubourg d'Ermanno Olmi



Ermanno Olmi, connu ici comme le cinéaste qui tourna entre autres *Il Posto* et *L'arbre aux sabots,* raconte dans ce roman l'histoire d'un gamin des quartiers ouvriers de Milan pendant la guerre, de 1940 à 1944. Ce gamin a bien des traits de l'auteur, tout juste 10 ans comme lui quand éclate la guerre, une grand-mère paysanne dont il savoure (encore aujourd'hui rien qu'en y repensant) la soupe au lard, et un père lui aussi ouvrier, un homme doux et humble qui n'aime pas la guerre, d'autant moins qu'il a déjà connu les tranchées, la boue et la faim, lors de la «der des der» de 1914-18.

La guerre est présente dans le livre à travers les conversations des adultes, dans les difficultés accrues de la vie, le rationnement, les bombardements ; mais pour le gamin elle reste bien lointaine. Même les alertes ont comme un goût d'aventure pour le jeune garçon, éveillé, curieux de tout et qui regarde attentivement le monde sérieux des grands. C'est aussi l'occasion à chaque fois de retrouver l'élue de son cœur, du moins celle du moment, la fille de la voisine ou une autre gamine du quartier, croisée au hasard des rencontres... Car le héros, qui doit se replier avec d'autres jeunes de son âge sur les bords du lac Majeur – un endroit paisible, et où il y a à manger, dans la colonie de la compagnie Edison – ne rêve que de conquêtes amoureuses. Il en rêve d'ailleurs d'autant plus que les filles restent lointaines et inaccessibles.

Même l'arrivée des Allemands et avec eux des bombardements sur les bords du lac n'arrache finalement l'adolescent à ses rêveries et à ses jeux que parce qu'il lui faut de nouveau partir, rentrer sur Milan... et là, comme tout le monde, tenter de s'organiser pour survivre, d'autant plus difficilement que le père, ouvrier chez Edison, vient de mourir de fatigue et de privations.

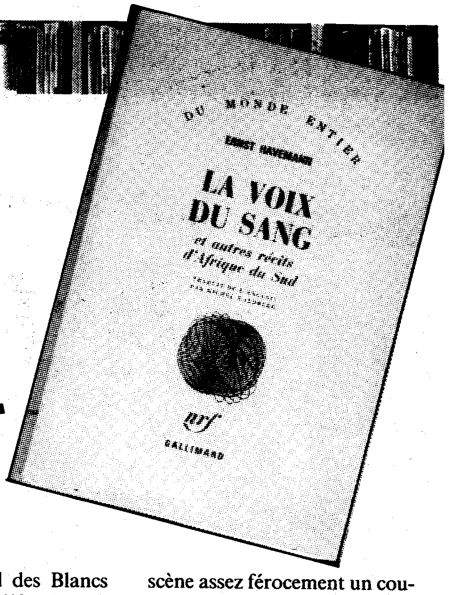
C'est le système D, l'école de la rue. Il faut tenir dans les immeubles effondrés, avec le froid, la faim.

Ermanno Olmi fait revivre dans ce récit toute une série de personnages du petit peuple de Milan, des gens simples, ni héros, ni salauds. C'est raconté sans amertume ni révolte, mais avec sensibilité et une certaine nostalgie de cette enfance malgré tout insouciante et de l'adolescent qu'il fut, curieux, passionné de tout et surtout amoureux de tout, de la vie en général, et des filles en particulier, même si on aurait pu croire que la période ne s'y prêtait guère.

Cécile BERNIER

Enfant de faubourg *d'Ermanno Olmi. Ed. Liana Levi, 90 F.*

• La voix du sang d'Ernst Havemann



Ernst Havemann, né en 1918 en Afrique du Sud, a passé son enfance dans le Zoulouland au milieu des Noirs. Il paraît même qu'il commença à parler le zoulou avant de savoir l'anglais.

Dans ces récits d'Afrique du Sud, c'est l'Afrique du veld, de la brousse et de ses habitants, fermiers blancs isolés parmi les populations noires, Hottentots, Zoulous... les difficiles rapports faits de méfiance, de peur mais aussi de compromis qui régissent tacitement la vie entre les colons blancs, fermiers comme le père de l'auteur, et les Noirs, que raconte Ernst Havemann. La violence est constante chez ces Blancs du veld, sauvages, frustes, capables d'aller à la chasse au guérillero SWAPO comme jadis ils allaient à la chasse à «l'impala», la gazelle de la brousse sud-africaine, et d'en revenir aussi fiers de leur tableau de chasse dans un cas comme dans l'autre.

Ernst Havemann raconte aussi ses souvenirs de jeune homme grandi solitaire dans une ferme et l'impression inoubliable qu'il reçut lorsque les Zoulous traversèrent en cortège massif le terrain de la ferme familiale, le jour d'une fête traditionnelle, fête à laquelle il fut le seul Blanc à avoir à la fois le courage et la chance de pouvoir assister.

C'est aussi l'Afrique du Sud policière, celle des colons blancs contre laquelle les Noirs s'organisent, y compris lorsqu'il s'agit d'assurer la protection d'un des leurs au nez et à la barbe de la police et d'un commando de Blancs racistes qui rêvaient de casser du Noir.

L'Afrique du Sud des Blancs qui se trouvent mêlés plus ou moins volontairement à la lutte contre un système inique, aux prises avec les méthodes policières, les menaces, les pressions de toutes sortes ; ou encore des Blancs prisonniers de leurs propres préjugés, tellement imbus de leur «supériorité raciale» qu'ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont devenus de vrais parasites, incapables de vivre ou même de survivre s'il n'y avait le travail fourni par les Noirs. Témoin la dernière nouvelle mettant en scène assez férocement un couple d'intellectuels blancs dépannés en plein désert par un jeune mécanicien noir, compétent, cultivé et qui en plus se paie leur tête, le tout gratis.

Autant de récits brefs, denses, qui déroutent mais touchent juste.

C.B.

La voix du sang et autres récits d'Afrique du Sud *d'Ernst Havemann. NRF Gallimard. Collection «Du monde entier». 78 F.*

SIDEWALK STORIES (Histoires du trottoir) de CHARLES LANE

à voir

à voir

Dans le film *Le Kid,* Charlie Chaplin avait raconté les tribulations du vagabond Charlot en compagnie d'un gamin abandonné. Dans *Sidewalk Stories* (Histoires du trottoir), le cinéaste noir Charles Lane a repris ce thème et l'a transposé dans le Manhattan d'aujourd'hui.

Le vagabond est cette fois-ci un jeune Noir qui dessine les portraits des passants de Greenwich Village pour quelques dollars. Le Kid est une ravissante gamine noire de 2 ans, avec des couettes en formes d'oreilles de Mickey.

Le monde de la misère évoqué par Chaplin en 1921 est toujours bien là en 1990. Dans les rues, il côtoie celui des hommes d'affaires qui marchent à toute vitesse et peuvent en venir aux mains pour avoir voulu s'engouffrer à trois dans le même taxi.

Les sans-abri sont en dehors du jeu frénétique de l'argent. Ils marchent lentement, car rien ni personne ne les attend. Le film adopte leur rythme tranquille. Charles Lane, qui est aussi l'interprète principal, a réalisé un film muet en noir et blanc ce qui, comme chez Charlie Chaplin, ne l'a pas empêché de dire beaucoup de choses et de façon nuancée. L'accompagnement musical apporte en plus toutes sortes de commentaires comiques, tendres ou incongrus.

L'histoire mène son petit bonhomme de chemin à travers New York, une ville où tout peut arriver : des meurtres bien sûr, mais aussi des gestes de pure générosité. Il y est possible de poursuivre en calèche des kidnappeurs en taxi et de les rattraper. Sur un trottoir de New York, il peut même se faire qu'un flic blanc s'adresse à un jeune Noir uniquement pour lui signaler que son lacet est défait !

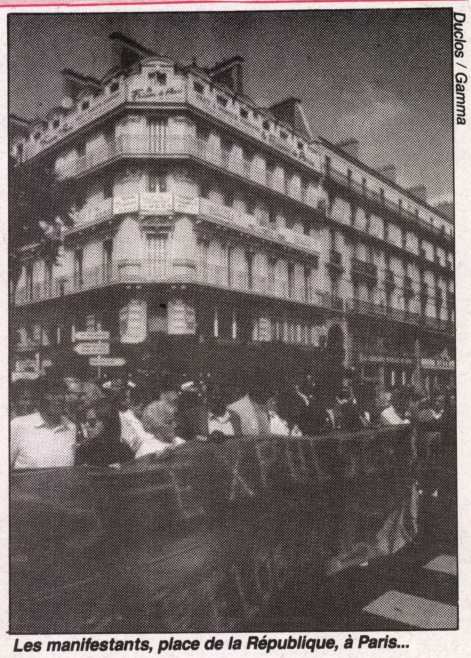
Les traits d'humour sont si peu appuyés qu'il faut être attentif pour ne pas en manquer certains. Comme ce bon repas chez une petite bourgeoise fort sympathique, après lequel le héros lui rapporte ses candélabres qu'il lui a volés, à l'instar de Jean Valjean dans les *Misérables* de Victor Hugo !

Mais l'humour disparaît complètement dans la dernière scène, qui laisse le spectateur le cœur serré. Un film qui touche juste, sans aucun misérabilisme.

Jean-Pierre CALVI

Paris : le scandale continue

LES EXPULSÉS DORMENT TOUJOURS SUR LE TROTTOIR



Duclos / Gamma

Les manifestants, place de la République, à Paris...

La manifestation du samedi 16 juin a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans les rues de Paris, venues porter leur soutien aux familles africaines et maghrébines qui, depuis plusieurs semaines maintenant, attendent d'être relogées. A l'appel de nombreuses organisations de gauche, d'extrême-gauche, humanitaires et chrétiennes, avec en tête l'abbé Pierre, entre la place de la République et celle du Châtelet, la manifestation fut scandée par les cris de *«Stop à la spéculation!»*, *«Expulsions, ça suffit»*, mais aussi *«Chirac, Rocard, on veut vivre à Paris»*.

Et c'est vrai : dans ce scandale des expulsions à Paris, Rocard partage avec Chirac la responsabilité de ces familles sans-abri. Les logements sociaux, ceux du parc HLM, constituent une véritable chasse gardée de Chirac et de ses petits copains de la Mairie de Paris. Ils les distribuent au gré de leur complaisance, des ascenseurs à renvoyer pour tel ou tel petit service, des recommandations peu recommandables, ou selon de sordides calculs de clientélisme électoral. Mais Rocard, Matignon, l'Elysée et tout le train socialiste du gouvernement ne valent pas mieux, qui laissent faire, ferment les yeux, se taisent et se refusent à marcher, même de la pointe du pied, sur les plates-bandes chiraquiennes. Dans ces conditions, les représentants du Parti Socialiste qui s'étaient hasardés dans les rangs des manifestants du 16 juin ne pouvaient pas s'attendre à un accueil chaleureux de la part de tous ceux venus là pour protester contre les expulsions sans relogement. Certes, tous les présents à cette manifestation n'étaient certainement pas venus sans basses préoccupations politiciennes. Les tenants d'un gouvernement qui prétend faire des lois en faveur des plus démunis, lutter contre le surendettement, mais reste soi-disant impuissant (en fait indifférent) devant la situation scandaleuse des familles jetées sur le pavé par la spéculation immobilière, se sont fait prendre un peu vigoureusement à partie? Le contraire aurait été très surprenant !

Au cours de l'entrevue qu'il aurait accordée au lendemain de la manifestation à l'abbé Pierre, François Mitterrand l'aurait rassuré, déclarant *«Comptez sur moi pour secouer les colonnes du temple»*... Prononcé dans le confort luxueux de l'Elysée, pendant qu'il pleut à flots sur les tentes de fortune plantées dans Paris pour les expulsés, voilà le type de sermon qui donne sacrément envie de secouer violemment son auteur...

L.P.

LE CAPITAL TUE

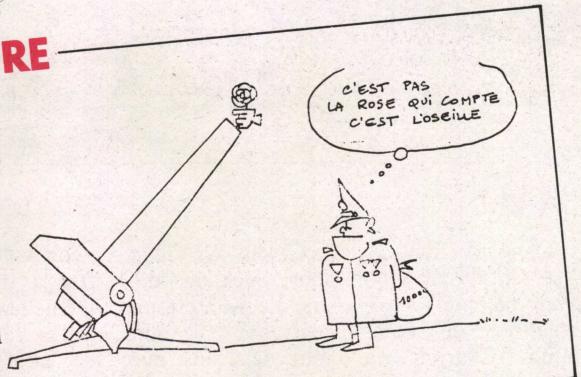
Deux ouvriers sont morts la semaine passée, écrasés sous plusieurs tonnes de béton et de terre sur un chantier de construction au Mans. La veille, à la suite d'un semblable éboulement, plusieurs ouvriers avaient alerté le directeur du chantier... mais le travail n'avait pas été suspendu pour autant.

Pour les défenseurs du capital, seul le profit compte, à tout prix... même celui de la vie humaine.

LE BUDGET MILITAIRE NE DÉSARME PAS

Le Parti Socialiste a annoncé à l'Assemblée nationale que le budget militaire serait «maintenu en l'état» pour 1991, soit 200 milliards de francs, c'est-à-dire en fait une hausse de 5,5 % en francs courants et de 2,8 % si l'on tient compte de l'inflation. Mieux que les salaires, le budget de l'armement ! Même quand il n'est que «maintenu», il progresse !

Heureusement que l'heure est au désarmement !



Thomson champion de la «pompe à phynances»

Thomson Brandt Armements, n°1 sur le marché mondial pour les mortiers, annonce la fabrication d'armes de plus en plus *«intelligentes et sophistiquées»*.

En matière d'intelligence, c'est d'intelligence avec les fonds de l'Etat qu'il faudrait parler. Sur un coût de 500 millions de francs, 350 seront assurés par la Direction française des armements terrestres. Voilà des armes effectivement redoutables... pour les fonds publics.

L'IMPÔT SÉCU, QUI VA LE PAYER ?

Courant juillet, le gouvernement va faire passer le nouvel impôt Sécu, la «cotisation sociale généralisée». Il existait déjà un prélèvement – plus du tout exceptionnel – de 0,4 % sur les revenus et de 1 % supplémentaire sur les cotisations des salariés. Ça n'empêchait pas le trou de la Sécu, ni ça, ni toutes les augmentations de cotisations de ces dernières années pour les seuls salariés. Car la cause principale en reste le chômage et les bas salaires.

L'essentiel des ressources du nouvel impôt, 30 milliards de prévus, sera de toute façon payé par les salariés. Et le comble, c'est que le gouvernement pourrait bien en profiter pour, comme le réclame le patronat, réduire les cotisations des employeurs. Elle est belle, la justice sociale façon Rocard et Mitterrand !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995